

29.07.2026 – 08:00 Uhr

## Caritas Suisse dit non à l'assouplissement de la loi sur le matériel de guerre / Les armes mettent les populations civiles en danger



Lucerne (ots) -

Caritas Suisse rejette la révision de la loi sur le matériel de guerre et soutient le référendum. Elle avertit que cette modification de loi facilite considérablement l'exportation et le transfert d'armes suisses, ce qui accroît le risque de voir du matériel de guerre suisse utilisé par des acteurs de conflits armés ou des régimes autoritaires.

La Suisse dispose aujourd'hui de règles claires pour empêcher que les armes exportées parviennent dans des régions en guerre ou à des États qui bafouent gravement les droits humains. La déclaration de non-réexportation est un instrument central. Elle interdit aux États acheteurs de transférer des armes suisses dans des pays tiers sans l'aval de notre pays.

La révision adoptée par le Parlement durant la session d'hiver affaiblit considérablement ce mécanisme de protection. Désormais, la réexportation d'armes suisses doit en principe être autorisée. Le Conseil fédéral conserve certes un droit de veto, mais ce dernier ne saurait remplacer un contrôle légal obligatoire.

" La révision accroît considérablement le risque que des armes suisses parviennent indirectement dans des pays en guerre civile ou à des régimes autoritaires ", déclare la présidente de Caritas Suisse Monika Maire-Hefti. " La Suisse place ainsi la protection de la population civile derrière les intérêts économiques de l'industrie de l'armement. "

Il est essentiel de protéger la population civile

En ce moment, il y a plus de conflits armés dans le monde que jamais auparavant. Les populations civiles en souffrent tout particulièrement : des personnes sont tuées, d'autres sont chassées ou pâtissent de la destruction d'infrastructures aussi vitales que l'approvisionnement en eau, le réseau électrique et les soins de santé. Par son activité humanitaire dans les régions en crise et en conflit, Caritas est quotidiennement confrontée aux conséquences de la violence et de la guerre.

" Chaque arme supplémentaire accroît le danger pour la population civile ", souligne la présidente de Caritas Monika Maire-Hefti. " Empêcher les exportations d'armes dans les régions en conflit est une contribution importante à la protection des droits humains. " Sans compter que la révision met en péril la crédibilité internationale de la Suisse en matière de dialogue et de promotion de la paix.

Contact médias:

## Medieninhalte



*Un lieu de combat reconverti en place de jeux : des enfants dans le préau d'une école de la ville syrienne d'Al-Malihah. / Texte complémentaire par ots et sur [www.presseportal.ch/fr/nr/100000088](http://www.presseportal.ch/fr/nr/100000088) / L'utilisation de cette image à des fins éditoriales est autorisée et gratuite, pourvu que toutes les conditions d'utilisation soient respectées. La publication doit inclure le crédit de l'image.*

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000088/100941443> abgerufen werden.